



## Une année de terminale encore chamboulée par le Covid

Alors que la saisie des vœux d'orientation ouvre le 20 janvier sur Parcoursup, un éventuel report des épreuves de spécialité du bac, prévues en mars, est en discussion. Jean-Michel Blanquer, au lycée Jean-de-la-Fontaine, à Paris, en octobre 2021. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Un éternel recommencement ? Le Covid vient encore mettre à mal l'organisation de l'année de terminale. Il y a un an, le 21 janvier 2021, Jean-Michel Blanquer avait annoncé l'annulation des épreuves d'enseignement de spécialité et leur passage en contrôle continu. En ce milieu du mois de janvier 2022, ce n'est pas une annulation mais un report qui va être étudié cette semaine avec les syndicats et le conseil national de la vie lycéenne, qui doit se réunir mercredi.

Jean-Michel Blanquer a accepté ces discussions, demandées par plusieurs organisations lors de la journée de mobilisation des personnels de l'éducation, jeudi 13 janvier. Le passage des épreuves de spécialité en mars, qui comptent pour 32 % de la note finale au baccalauréat, fait pourtant partie des axes forts de sa réforme : la mesure, encore jamais mise en œuvre en raison de la crise sanitaire, doit permettre de prendre en compte ces évaluations dans Parcoursup. Si le report semble inéluctable, des dires de plusieurs observateurs, la date de passage des épreuves, entre mars et juin, fait débat.

Lire aussi

Covid-19 : plus de 14 000 classes fermées, un niveau inédit depuis le printemps de 2020

Dans les lycées, enseignants et élèves attendent avec impatience et angoisse les décisions à venir, à moins de deux mois de l'échéance. Les absences perlées d'enseignants et d'élèves du fait du Covid perturbent les emplois du temps, singulièrement depuis début janvier : des bacs blancs sont reportés, les enseignants ne peuvent pas avancer le programme au rythme où ils le souhaiteraient, les élèves ont des difficultés à rattraper les cours qu'ils ont manqués. Lou Lasserre en a fait l'expérience. Élève de terminale dans un lycée parisien, elle a raté deux jours de cours début janvier et a mis un peu de temps à reprendre pied. « Il n'y a plus vraiment de classe. On change de groupe selon les matières. Quand on est absent, il faut trouver dans chaque discipline un camarade qui peut nous transmettre ses notes », raconte-t-elle.

Des élèves pas entraînés

Cette désorganisation a décidé Marie Perret, professeur de philosophie dans les Hauts-de-Seine, à faire grève jeudi 13 janvier, elle qui ne s'était pas mobilisée depuis dix ans. « Nous sommes pris dans l'urgence du traitement des programmes, alors que près d'un tiers des élèves sont actuellement absents. Certains reçoivent des notifications comme quoi ils sont cas contact pendant les cours et partent à la pause se faire tester. La situation engendre un climat de désordre permanent peu propice à la préparation du bac », détaille la vice-présidente de l'association des professeurs de philosophie de l'enseignement public (Apep).

Lire aussi la tribune:

Article réservé à nos abonnés

« Le bac en mars, une mesure qui pénalise les apprentissages de nombreux lycéens »

La conférence des associations de professeurs spécialistes a demandé un report de ces épreuves de spécialité, « pour cette session et celles qui suivront » « Au-delà de la situation sanitaire, le calendrier induit par le nouveau baccalauréat est intenable », estime cette fédération. L'association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses) a mené l'enquête : seuls 7 % des enseignants de cette discipline avaient avancé le programme autant qu'ils auraient dû, fin 2021. « Les programmes sont trop conséquents. Nous sommes condamnés à les survoler », déplore Benoît Guyon, coprésident de l'Apses. Pire, plus de sept enseignants de SES sur dix n'ont pas pu entraîner leurs élèves sur des épreuves en temps réel.

De l'avis des enseignants, la méthode et l'entraînement font défaut à cette génération d'élèves touchés de plein fouet par la crise : ils ont connu « l'école à la maison » en 2<sup>e</sup>, un enseignement hybride mi-distanciel mi-présentiel pendant une grande partie de leur classe de 1<sup>re</sup>, et leur année de terminale est encore bouleversée. « On n'a pas toujours bien appris ou bien compris les cours que nous avons suivis depuis chez nous. Les





enseignants doivent parfois reprendre des notions alors que nous n'avons pas le temps » , confie Simon Cauet, élève de terminale près de Nantes.

#### Pas de temps pour l'orientation

Le contrôle continu pâtit aussi de la désorganisation liée au Covid et aux absences qu'il induit. Un élève qui n'a pas assez de notes doit pouvoir bénéficier de contrôles de remplacement. Des rattrapages difficiles à mettre en place dans ce contexte incertain. « Les enseignants de mon lycée se sont réunis il y a quelques jours pour savoir comment nous allions nous y prendre, et personne ne sait » , affirme Marie Perret. En salle des profs comme en salle de classe, l'angoisse monte. Joël Mariteau, enseignant d'histoire-géographie à Saint-Brieuc et militant au SNES-FSU, le constate : « Je n'ai jamais vu un stress pareil, j'ai même un élève qui a fait un malaise lors d'un devoir sur table. Ils ont l'impression de jouer leur bac, et presque leur vie, à chaque devoir, et l'incertitude pèse. »

Dans ce contexte, la saisie des vœux sur Parcoursup, qui débute jeudi 20 janvier et dure jusqu'au 29 mars, ne fait pas encore partie des priorités. Pour beaucoup d'enseignants, l'orientation passe après le programme, faute de temps. « Face au nombre de chapitres à boucler dans des délais contraints, on lâche moins facilement des heures de cours pour des activités liées à l'orientation » , reconnaît Benoît Guyon.

#### Lire aussi

##### Parcoursup : lancement de la phase d'orientation post-bac

La disparition du groupe classe rend la tâche difficile aux professeurs principaux. « Je n'ai pas réussi à trouver un moment où tous mes élèves soient présents en même temps pour l'intervention d'une conseillère d'orientation » , assure Florent Ternisien, enseignant à Bondy (Seine-Saint-Denis) et cosecrétaire général du SGEN-CFDT Créteil. Sylvie Amici, présidente de l'association des psychologues de l'éducation nationale, s'interroge déjà : « Selon les contextes, certains élèves auront été plus gênés par les bouleversements liés au Covid que d'autres. Comment les établissements d'enseignement supérieur vont-ils gérer ces inégalités dans le traitement des dossiers ? Il faudra de la bienveillance. »

